

A Bunia, en RDC, « le pic d'Ebola est devant »

Un mois après la déclaration officielle de l'épidémie par les autorités, la maladie continue de se propager

REPORTAGE

BUNIA (RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU CONGO) -
envoyée spéciale

Neema Bigabwenda Kasemire a rendu son dernier souffle mercredi 10 juin, à 16 h 32. « Allez chercher un drap pour la couvrir », soupire un soignant du centre de traitement Ebola (CTE) géré par l'ONG Alima à Rwampara, petite localité située en périphérie de Bunia, dans le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC). Une infirmière en combinaison intégrale jaune apporte un pagne qu'elle borde sur le brancard, la main gauche posée sur le ventre bombé de la défunte.

Agée de 30 ans, Neema Bigabwenda Kasemire, enceinte de huit mois, attendait son troisième enfant. Elle et son bébé sont les 33^e et 34^e personnes à avoir, officiellement, succombé au virus Ebola dans cette zone de santé de Rwampara. Découvert en 1976 et responsable de graves fièvres hémorragiques, le virus frappe régulièrement la RDC. Mais jamais les habitants de l'Ituri, province ravagée par les conflits intercommunautaires depuis presque trente ans, n'ont fait face à une telle flambée.

Le bilan officiel fourni par les autorités congolaises – 782 cas confirmés pour 181 décès dans le pays à la date du samedi 13 juin –, ne reflète pas, tant s'en faut, l'ampleur de la crise. « Il y a beaucoup de décès [non déclarés] au sein des communautés et beaucoup de gens refusent d'être amenés dans des structures de santé, car ils continuent à croire que la maladie n'existe pas. Rien qu'aujourd'hui, on nous a alertés de huit décès suspects », lâche, inquiet, le responsable d'une zone de santé de l'Ituri, ayant requis l'anonymat.

« Ça va aller »

L'épidémie est d'autant plus difficile à circonscrire qu'elle a été déclarée deux mois et demi après que le virus a commencé à circuler, fin février, selon la mairie de Mongbwalu, localité considérée comme l'épicentre de la crise. Pour cette souche dite « Bundibugyo », il n'existe encore ni vaccin ni traitement. Et malgré les livraisons de matériel et d'équipements à l'aéroport de Bunia, tous les soignants et humanitaires rencontrés par *Le Monde* dépeignent une gestion chaotique de l'épidémie.

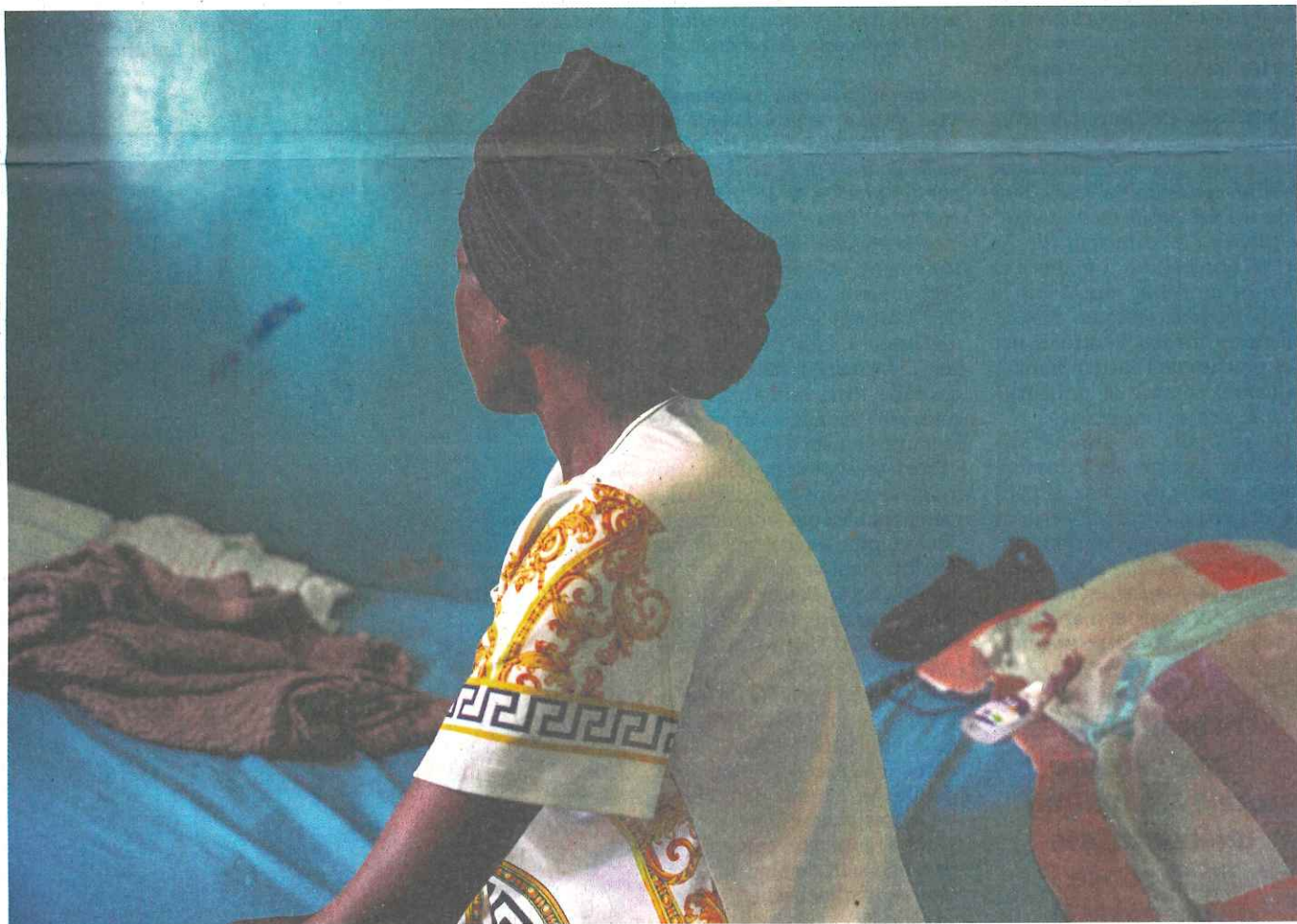
« Nous devons relativiser les cris alarmistes qui sont faits, nous travaillons de manière systématique et méthodique et nous avons la capacité d'anticiper », tentait encore de rassurer Samuel-Roger Kamba, le ministre de la santé, lors d'une conférence de presse organisée à Bunia, le 28 mai. Mais, depuis, combien de victimes du virus Ebola ont été enterrées, en toute discrétion, dans les villages nichés au creux des plaines et collines verdoyantes de l'Est congolais ?

C'est après avoir touché la dépouille d'un proche contaminé, probablement non déclaré et enterré sans précaution, que Neema Bigabwenda Kasemire a trouvé la mort. Non seulement la famille de cette femme enceinte a trop attendu avant de demander sa prise en charge, mais le centre médical évangélique de Bunia, où elle a été envoyée, n'était pas équipé pour accueillir des malades atteints par le virus Ebola. Dimanche 14 juin, des ouvriers étaient encore en train d'y installer des tentes.

Alors il a fallu transférer Neema Bigabwenda Kasemire dans l'unique ambulance à disposition du centre de Rwampara. La mère de famille, agonisante, a attendu l'arrivée des secours pendant près de trois heures. Pendant la vingtaine de minutes qu'a duré le trajet



Au Centre de traitement Ebola de Rwampara, dans l'est de la République démocratique du Congo, le 10 juin.



Une infirmière considérée comme cas suspect, à l'hôpital de Bunia, le 11 juin. PHOTOS PHILÉMON BARBIER/HORS FORMAT POUR « LE MONDE »

**« On n'a
les moyens
ni de prélever
ni d'évacuer
les patients. C'est
une impasse »,
témoigne
un directeur
d'hôpital**

éprouvant, sur une piste cabossée, une soignante a tenté de la maintenir en vie. En vain.

Son corps a fini par être évacué hors du centre de traitement Ebola. La soignante qui l'a accompagnée jusqu'à la fin, ôte fébrilement son équipement de protection. « Ça va aller », lui glisse Richard Kojan, médecin réanimateur au sein de l'ONG Alima, tout en jetant des regards inquiets chaque fois qu'un patient symptomatique se présente au poste des admissions. Une semaine après l'ouverture du centre, début juin, « les lits sont quasiment tous pleins. C'est comme ça dans tous les CTE et la dynamique est à la hausse. Le pic [de l'épidémie] est devant nous », estime le docteur. Derrière lui, des ouvriers érigent à coups de marteau de nouvelles structures de bois, pour ajouter 20 lits supplémentaires aux 30 existants.

Les tests de diagnostic mettent encore plusieurs jours à arriver

dans certains centres. Les laboratoires de Bunia, Goma et Kinshasa, seules structures du pays disposant pour l'heure du matériel adapté, sont débordés par le nombre d'échantillons envoyés. « Ça fait déjà dix jours que je suis là. Je dois encore attendre jusqu'aux résultats des prélèvements pour pouvoir sortir », s'impatiente le révérend Yanga, bloqué dans le centre

de Rwampara, dans un espace extérieur qui jouxte les deux salles où sont soignés 12 cas confirmés.

Pourtant, ce journaliste à l'air affable, également aumônier dans une école privée de Bunia, se porte bien. Comme les cinq autres membres de sa famille à ses côtés. Oubliés, les diarrhées aiguës et les maux de tête qui l'ont accompagné lors de son arrivée, le 31 mai. Il est la preuve vivante que même si « Ebola est une réalité, on peut en guérir ». A la date du 13 juin, 40 Congolais touchés par le virus ont recouvré la santé. Le taux de létalité est évalué à 23,1 % par le gouvernement.

Pourtant, un mois après la déclaration officielle de l'épidémie, le matériel de prévention manque encore. En face du centre de traitement de Rwampara, les quelque 8 700 Congolais vivant dans un camp de déplacés prient pour que la maladie n'arrive pas jusqu'à eux. « On vit déjà dans de

mauvaises conditions, les enfants font leurs besoins en plein air et on n'a qu'un seul point d'eau », s'inquiète Ralessi Lové Taka Bangué. Jeudi 11 juin, cette femme de 64 ans qui a fui la guerre a assisté à l'inauguration du premier impluvium et point de lavage de mains à l'eau chlorée du camp installé par Solidarités International. Plusieurs responsables d'ONG rencontrés par *Le Monde* déplorent la lenteur du gouvernement dans la délivrance des accréditations requises pour permettre aux acteurs humanitaires de participer à la riposte. Et c'est compter sans la défiance de la population.

« Certains Congolais pensent que nous avons inventé l'épidémie pour les tuer », se désole Matthieu Kanyama, responsable de l'engagement communautaire à Alima, à la sortie du centre de traitement de Rwampara, le 10 juin. Le Congolais de 45 ans se trouve à l'en-

droit même où deux des tentes provisoires, installées par l'ONG dans l'attente de la construction du CTE, ont été incendiées, le 21 mai. Six personnes atteintes du virus y recevaient des soins. Révoltée, la famille d'un défunt, un jeune chauffeur de moto-taxi, fils de militaire et footballeur, a voulu récupérer son corps pour l'enterrer, soutenue par une partie de la jeunesse des environs.

En Ituri, les rites funéraires impliquent souvent un contact avec le corps du défunt. Le déploiement des équipes chargées des enterrements, plusieurs heures après le décès, n'a rien arrangé. Celles-ci sont débordées, en sous-effectif et sous-équipées pour affronter cette épidémie dont « personne ne connaît l'ampleur réelle », selon les mots de Kate White, coordinatrice médicale d'urgence de Médecins sans frontières en RDC, dans un communiqué diffusé lundi 15 juin.

« Jets de cailloux sur l'hôpital »

Avec Ebola, la violence s'est immiscée dans le quotidien des agents de la riposte. Dans un hôpital de Bunia, dont nous ne précisons pas le nom afin d'en protéger le personnel, *Le Monde* a rencontré un directeur épuisé et accablé. En un mois, 14 de ses patients ont succombé au virus, sur 35 cas suspects traités. Le personnel soignant, lui, n'a pas d'autre équipement que de simples gants et masques chirurgicaux. Dans l'une des salles de l'établissement, le directeur liste les agressions auxquelles le personnel hospitalier a fait face : « Jets de cailloux sur l'hôpital », cadavres emmenés de force... Début juin, « une famille a été décimée ici », affirme le médecin. En dépit de l'insistance des soignants pour la convaincre de procéder à un enterrement sécurisé, la famille voulait enterrer son mort. « Quatre ou cinq de ses membres ont péri ensuite. On finit par laisser faire, car sinon, l'hôpital sera brûlé », dit le directeur en soupirant, visiblement à bout de forces.

Il dit avoir à plusieurs reprises réclamé de l'aide aux autorités sanitaires. Son hôpital a soigné des malades atteints du virus Ebola « pendant plus de deux semaines sans une seule pastille de chlore », qui aurait permis à son personnel de se laver les mains et de désinfecter les lits. Pour empêcher les patients atteints d'autres pathologies d'être à leur tour contaminés, le directeur n'a eu d'autre choix que de fermer temporairement les portes de son établissement.

Contrainte de travailler dans ces conditions, une partie du personnel soignant a été contaminée. Dans une petite chambre délabrée du bâtiment de pédiatrie, réquisitionné pour isoler le personnel touché, une infirmière de 47 ans attend toujours d'être diagnostiquée. Elle souffre de douleurs articulaires, de céphalées et de courbatures. Les agents de santé délégués par le ministère lui avaient promis de venir dès le 7 juin. « Mais personne n'est arrivé », déplore-t-elle, assise sur son lit déginglé, à côté d'une perfusion vide pendant sur un bout de bois.

« On n'a les moyens ni de prélever ni d'évacuer les patients. C'est une impasse », se désole le directeur, avant de s'emporter : « Comment ne pas être révolté ? Quand on écoute les discours des autorités, on a l'impression que tout va comme sur des roulettes. Mais, sur le terrain, c'est la catastrophe. On ne nous donne pas de matériel de protection et on nous demande de soigner Ebola... Voulez-vous que nous mourions tous ? », lâche-t-il, en pensant à « [s]es trois jeunes confrères médecins décédés d'Ebola », à Bunia. ■

MORGANE LE CAM